

CONjoncture EUropéenne et Régionale



iéseg
SCHOOL OF MANAGEMENT

I&S Industries
& Services

Numéro 018

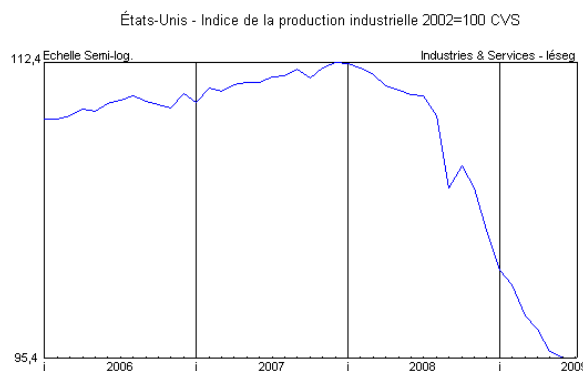
Achévé de rédiger le 20 juillet 2009

MONDE : Faiblesse de la demande aux États-Unis

Le regain d'optimisme des marchés s'est tempéré ces dernières semaines, mais les acquis des mois précédents ont été préservés pour l'essentiel. Les cours des actions, des matières premières et du fret maritime restent sensiblement plus élevés que les points bas touchés fin 2008-début 2009. Cette inflexion s'explique principalement par la fin du déstockage brutal opéré dans de nombreux secteurs depuis septembre 2008 et par l'amélioration de la situation économique en Asie. Les indicateurs disponibles pour avril et mai témoignent d'une augmentation significative de l'activité en **Chine**, soutenue par la demande intérieure. Il en va de même en **Inde**, ainsi que dans de nombreux pays émergents de la zone, qui contrairement à ces deux grands pays, avaient été sévèrement affectés les trimestres précédents. Au **Japon**, la production se redresse vigoureusement depuis mars, après avoir subi le choc le plus rude parmi les grandes économies.

Aux **États-Unis**, la remontée de l'indice des directeurs d'achat de l'industrie manufacturière de 32,9 en décembre à 44,8 en juin avaient entretenu l'espoir d'une fin prochaine du repli de l'activité industrielle. La baisse de la production manufacturière en mai et juin a donc déçu. L'économie américaine reste confrontée à une demande affaiblie. La consommation des ménages (70% du PIB), qui s'était vivement contractée tout au long du second semestre 2008, est stabilisée mais les ressorts d'une orientation ascendante ne paraissent pas réunis. Les revenus des ménages sont touchés de plein fouet par la chute de l'emploi. Le pouvoir d'achat s'est redressé grâce à la désinflation des derniers mois, mais celle-ci atteint son terme, en liaison avec la remontée des cours des matières premières. Enfin, les Américains accroissent rapidement leur taux d'épargne qui est remonté à 6,9% du revenu disponible en mai contre zéro pendant les premiers mois de 2008.

Les exportations, qui avaient été le fer de lance de la croissance américaine de 2004 à la mi-2008, continuent de reculer. En l'espace de moins d'un an, elles ont baissé de près de -23% en volume. L'impact sur la croissance est modéré puisque les exportations représentaient l'an passé 13% du PIB en regard de 47% pour l'Allemagne. La baisse de la demande étrangère pèse toutefois sur les programmes d'équipement des entreprises. Les investissements productifs ont déjà baissé de -17% en trois trimestres, mouvement qui devrait se poursuivre compte tenu de la chute de près de -30% des commandes de biens d'équipement.



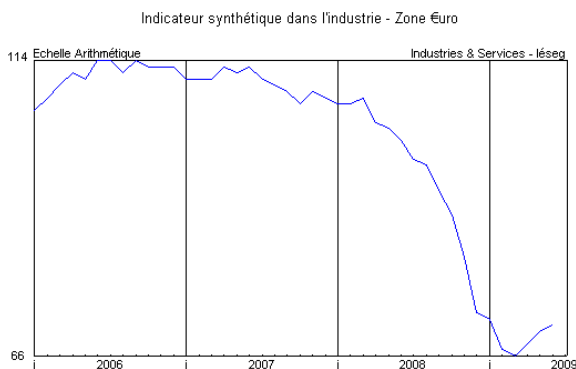
Source : Board of Governors of the Federal Reserve System

La baisse des recettes fiscales et la montée en puissance du programme de relance élargiront probablement le déficit budgétaire vers 11% du PIB en 2009 et 12% l'an prochain. De ce fait la dette publique, qui dépassait légèrement 50% du PIB en 2007, approcherait 80% en 2010. Cette perspective a poussé à la hausse les taux d'intérêt longs, revenus à proximité de 4%. Les craintes de dérive inflationniste à moyen terme touchent toutes les économies. Mais pour l'instant aucun risque ne se manifeste. Au contraire, le glissement annuel des prix à la consommation est largement négatif (-1,4% l'an en juin), tandis que l'inflation sous-jacente est contenue sous la barre des +2%.

EUROPE : Surévaluation de l'€uro

L'atténuation du pessimisme qui ressort des enquêtes d'opinion annonce un ralentissement du rythme de baisse de l'activité dans la **zone €uro**. Ainsi la baisse du PIB, qui a atteint -2,5% au premier trimestre, reviendrait à un peu plus de -1% au printemps. Selon les hypothèses (baisse modérée ou stabilisation) retenues pour la deuxième partie de l'année, le recul de l'activité en moyenne annuelle se situerait entre -4% et -5%.

L'ampleur de la récession entraîne une accélération de la contraction de l'**emploi** : -0,8% au premier trimestre après -0,4% à l'automne 2008. Le taux de chômage de la zone a aussi poursuivi sa montée en atteignant en moyenne 9,5% en mai, soit 2,1 points de plus qu'un an auparavant. Les revenus réels des ménages bénéficient en revanche de la désinflation : la hausse des **prix à la consommation**, qui a été légèrement négative en juin (-0,1%), le restera probablement au cours des prochains mois. La chute des immatriculations d'**automobiles** neuves a été enrayée. Après être passé par un point bas en novembre 2008, leur nombre est remonté à un niveau certes encore médiocre au regard des résultats de 2006 et 2007 mais qui correspond tout de même à un redressement de +15% jusqu'à mai. Toutefois, l'activité du **commerce de détail** reste faible : en mai, le volume des ventes avait en effet encore reculé de -3,3% en glissement annuel, pratiquement tous les pays étant touchés par le marasme, en particulier la Slovaquie.



source : INSEE - 100 = moyenne de longue période

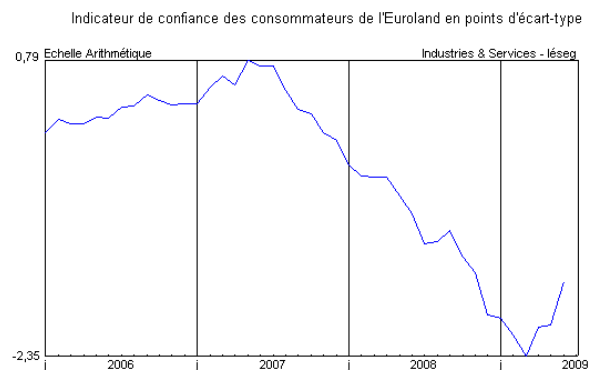
Les **investissements** des entreprises resteront le maillon faible de la croissance, tandis que la fin du déstockage entraînera une reprise technique. Les perspectives pour les **exportations** sont incertaines, car l'Europe sera handicapée par la remontée de l'€uro vers 1,40\$ alors que la ranimation de la demande des pays émergents paraît être à court terme le principal espoir pour la reprise dans les pays développés.

Le 2 juillet dernier, la Banque centrale européenne a maintenu son taux directeur au plancher historique de 1% et a renforcé les attentes d'un

statu quo monétaire pour les prochains mois, voire jusqu'à la fin 2010. La BCE s'est abstenue de prendre de nouvelles mesures "non conventionnelles" en attendant de pouvoir apprécier l'impact de ses précédentes décisions.

Par ailleurs, l'Office Statistique des Communautés Européennes (Eurostat) a fait part de son initiative de tenir une statistique concernant les diverses interventions publiques destinées à soutenir les institutions et les marchés durant la crise financière. Il envisage de publier ses premiers résultats à partir d'octobre prochain.

La contraction de l'activité outre-Rhin a été la plus brutale et importante de la zone €uro. **L'Allemagne** souffre de l'effondrement du commerce mondial, qui pèse fortement sur l'effort d'investissement des entreprises. Les commandes adressées à l'industrie manufacturière ne montrent pas de réel signe de redressement : en avril-mai, le plongeon des derniers mois semble stoppé mais elles s'inscrivent encore en recul de -29% en douze mois sur le marché intérieur et de -36% à l'international. En conséquence, la production manufacturière s'inscrit en baisse de -24% en un an en avril et le taux d'utilisation des capacités productives est tombé à 71% au premier trimestre, en regard d'une moyenne de long terme à 83,5%.

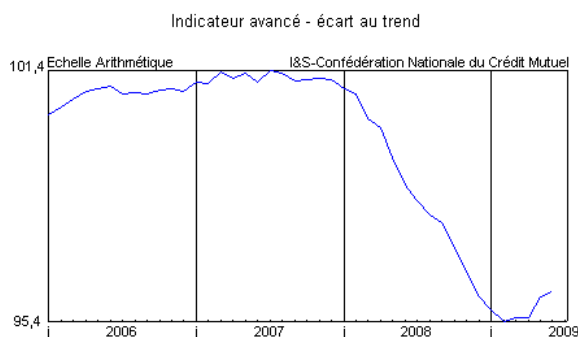


source : INSEE

La poursuite du reflux de l'inflation, les mesures en faveur du chômage partiel et du secteur automobile ont permis d'éviter un recul de la consommation privée. Grâce à ces mesures, elle a progressé au rythme de +1,9% l'an au premier trimestre après un repli de -1,1% en fin d'année dernière. Ce soutien pourrait cependant être éphémère. La montée du chômage, bien que contenue jusqu'à présent (+7,7% sur un an en juin) devrait s'intensifier au cours des prochains mois. Ainsi, les ménages pourraient privilégier davantage l'épargne de précaution que la consommation. Au dernier trimestre 2008, le taux d'épargne avait atteint un pic à 11,8% avant de se stabiliser en début d'année (11,7%), en regard d'un point bas à 8,9% à l'automne 2000.

FRANCE : Soutenir l'investissement productif

La régression de la **production industrielle** a démarré à partir de mai 2008 quoiqu'elle ne se soit réellement précisée qu'à partir de septembre. La baisse de l'activité s'est opérée pendant le dernier trimestre de l'an passé et les quatre premiers mois de cette année. Le "rebond" récent du mois de mai a agréablement surpris : +2,6% après -1,5% en avril et -1,2% en mars, contre une moyenne de -2,2% par mois fin 2008-début 2009. Par rapport à son niveau de février 2008, le recul atteignait -19%. Il a été ramené à -17%. L'activité paraît avoir atteint son point bas car, selon les enquêtes auprès des chefs d'entreprise, le déstockage approche ou a même dépassé son terme. Les fabrications se sont nettement redressées dans l'automobile, secteur où la production avait chuté de -47% entre décembre 2008 et mars 2009. La remontée semble s'esquisser dans les biens intermédiaires. Le secteur le plus affecté actuellement est celui des biens d'équipement car l'investissement mondial se contracte en effet face à la faible utilisation des capacités de production et à la révision en baisse des perspectives de croissance. L'activité de la construction semble avoir atteint un plancher, compte tenu de la diminution persistante des investissements des ménages. Ce secteur, en particulier les travaux publics, devrait toutefois bénéficier de la montée en puissance du plan de relance.

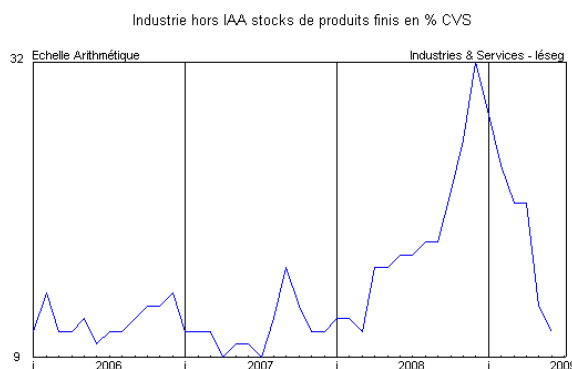


source : Confédération Nationale du Crédit Mutuel

La chute de la demande mondiale, et en particulier européenne, a entraîné un décrochage sans précédent des ventes à l'étranger au cours des derniers trimestres. En retenant les hypothèses de l'Insee, le volume des exportations de biens et services reculerait de plus de -16% entre la mi-2008 et la fin 2009 (-13,5% en moyenne annuelle). Les **exportations** douanières demeurent déprimées même si le rythme de baisse est moins marqué depuis quelques mois. En mai dernier, elles sont ressorties à 28 milliards d'€uros, en regard de 31,5 milliards en décembre dernier et 35 milliards jusqu'à la fin l'été 2008. Les exportations de biens intermédiaires et de biens d'équipement s'inscrivent en net retrait, tandis que celles de produits agroalimentaires sont étales. Les livraisons de matériel de transport, qui avaient chuté en début

d'année, remontent grâce, en avril, à la légère reprise des ventes d'automobiles liée au dispositif de la prime à la casse décidé dans plusieurs pays voisins et surtout, en mai, aux ventes aéronautiques.

Des indices précurseurs comme l'indicateur avancé du Crédit Mutuel, calculé à partir des données de fin juin, suggèrent que l'économie française devrait sortir de sa phase de récession, qui a commencé dès le deuxième trimestre 2008, avant la fin de l'année, bien que la crise financière mondiale ne soit pas encore achevée. La croissance pourrait repasser au-dessus de la croissance tendancielle, estimée à +1,2% au lieu de +2% auparavant, au début de l'an prochain. La perte de potentiel de croissance, provoquée par la réduction du rythme d'accumulation du capital productif, touche également la zone Euro et les États-Unis où les PIB potentiels sont tombés respectivement à +1,1% et à +1,9%. Le niveau d'activité préalable à la crise ne serait pas retrouvé avant la fin de 2011.



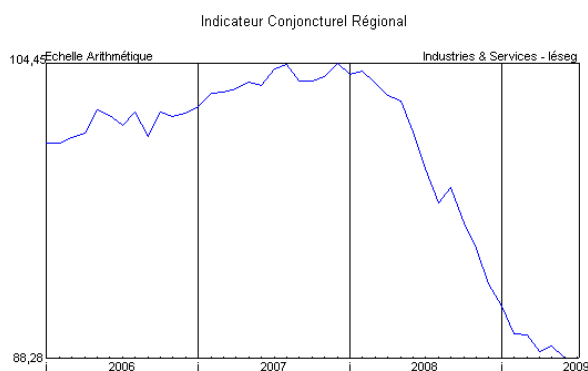
source : INSEE – soldes d'opinions

Le gouvernement a annoncé un nouveau grand **emprunt public** pour financer des investissements favorables à la croissance à long terme, alors que la dette publique au sens de Maastricht a atteint 1.414 milliards d'€uros à la fin du premier trimestre 2009, soit environ 73% du PIB. La baisse spontanée des investissements privés serait compensée par des investissements soutenus par des financements publics. Les secteurs officiellement cités ont été l'aménagement du territoire, l'éducation, la formation professionnelle, la recherche, l'innovation. Or, seules la recherche et l'innovation sont des facteurs de productivité, à condition de renforcer en même temps l'effort de recherche et l'investissement industriel. Cet emprunt, qui va mobiliser l'épargne des ménages, risque de provoquer une réallocation à l'intérieur de l'épargne financière si les conditions sont suffisamment attrayantes. En 2008, les placements financiers nets des Français ont atteint 102 milliards d'€uros. Si le montant de l'emprunt est de 100 milliards d'€uros, il pourrait représenter une année d'épargne financière.

NORD-PAS DE CALAIS : A l'étiage

ORIENTATIONS GENERALES

Selon les éléments réunis jusqu'au 20 juillet, l'Indicateur Conjoncturel Régional Industries & Services-léseg pour le mois de juin s'est à nouveau affaibli après la pause de mai. L'activité industrielle a peu varié, de même que les stocks de produits, conformes aux niveaux souhaités. Les carnets de commandes sont encore inconsistants mais la demande intérieure et étrangère se raffermi. Les perspectives des chefs d'entreprises ont toutefois peu évolué par rapport au mois précédent. Les autres composantes se sont de nouveau dégradées, que ce soit le sous-indicateur de la consommation des ménages, celui des échanges ou les données concernant l'emploi.



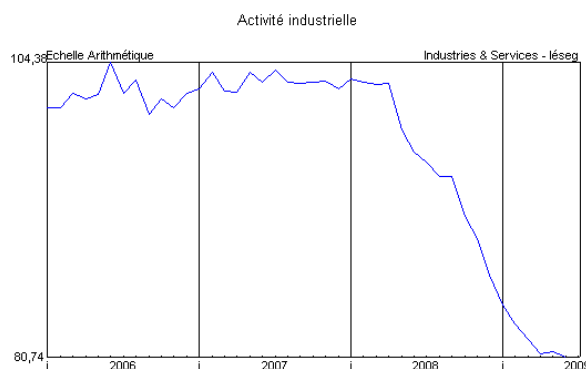
Source : Industries & Services - léseg

ACTIVITE

Industries agro-alimentaires : La production s'est encore inscrite en légère hausse en juin ; les carnets de commandes sont revenus à un niveau proche de la normale et les stocks de produits finis conformes à la normale. La croissance de l'activité a surtout concerné les secteurs des viandes et du lait mais les producteurs n'espèrent pas que ce mouvement se poursuivra au cours des mois d'été. Une légère baisse est intervenue dans les autres compartiments, notamment dans celui de la transformation du poisson.

Biens intermédiaires : La production a cessé de baisser. Dès progrès ont été constatés dans la chimie de base, la plasturgie, les matériaux de construction, la sidérurgie et les composants électriques et électroniques. Les fabrications ont stagné dans le textile, les produits métalliques, mais ont reculé dans la parachimie, les papiers-cartons et le travail des métaux. Les stocks de produits finis restent excédentaires tandis que la demande se redresse timidement. Dans l'ensemble, c'est une très faible augmentation de la production qui est attendue, ce qui n'exclut pas des baisses à venir dans des secteurs comme le textile, les papiers-cartons ou certains compartiments de la métallurgie.

Biens d'équipement professionnel : Les cadences ont fléchi mais avec une intensité différente selon les secteurs. Elles sont restées soutenues dans le matériel ferroviaire mais ont été assez nettement réduites dans les équipements électriques et électroniques. Dans les deux cas, les plans de charge sont demeurés confortables et les prévisions sont, au pire, au maintien des volumes produits. Ceux-ci ont également faibli dans les équipements mécaniques quoique de manière assez peu sensible. Là, les carnets sont devenus généralement insuffisants mais le manque de stocks devrait entraîner une amélioration des rythmes de fabrication.



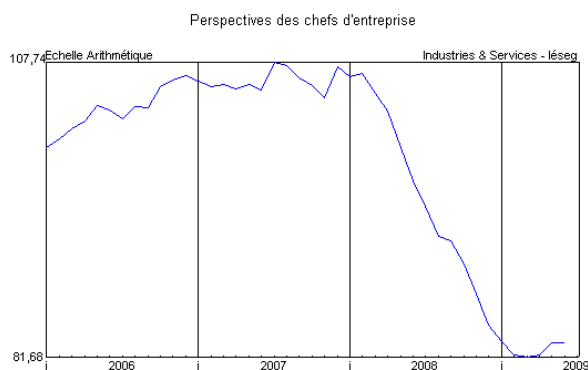
Source : Industries & Services - léseg

Industrie automobile : Le redressement de la production s'est accentué en juin. L'amélioration des fabrications des assembleurs s'est à présent transmise aux équipementiers. Les stocks de produits finis ont été reconstitués et la demande est devenue plus nourrie, bien qu'elle ne soit pas parvenue à reconstituer des carnets encore très déséquilibrés. Les constructeurs tablent sur la poursuite du redressement alors que leurs sous-traitants se montrent plus prudents.

Biens de consommation : La stabilité s'est généralement prolongée et seule la branche "pharmacie, parfumerie et produits d'entretien" a déclaré une hausse de son activité, malgré des carnets encore très étroits, ce qui fait qu'elle envisage un ralentissement. Dans l'imprimerie comme dans la fabrication de biens d'équipements du foyer, la situation des plans de charge ne permet pas non plus d'envisager une reprise dans l'immédiat.

Construction : Selon les résultats de l'enquête trimestrielle effectuée par le secrétariat régional de la Banque de France, la diminution de l'activité du bâtiment a été plus marquée que prévu au cours du printemps, avec un repli très significatif à un an d'intervalle. Moins affectés jusqu'ici par la récession, les travaux de second-œuvre ont été fortement réduits au cours du deuxième trimestre.

Le recul s'est accentué dans le compartiment des logements neufs. Il a été moins net dans celui de l'entretien et de l'amélioration, surtout chez les bailleurs sociaux. En revanche, les chantiers des bâtiments publics et des bureaux sont restés bien orientés. Dans l'ensemble, une légère amélioration est attendue durant l'été, surtout dans le gros-œuvre et les mesures de relance et de rénovation énergétique devraient avoir un impact favorable dès la rentrée prochaine. Toutefois, l'enquête note que le maintien de l'activité prime sur les marges au risque de pertes, voire de défaillances d'entreprises. Pour les travaux publics, le rebond a été moins important qu'espéré mais la situation régionale est moins dégradée qu'au plan national. Une nouvelle, mais modeste, augmentation des chantiers est prévue à court terme grâce au déblocage d'un certain nombre de petits projets. La suite dépendra du calendrier d'exécution des grands travaux annoncés.



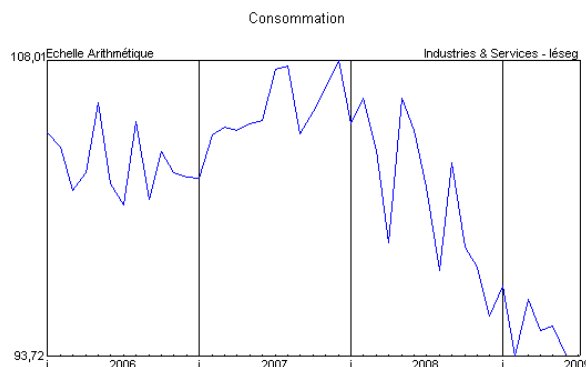
Source : Industries & Services - léség

Services aux entreprises : Le mois de juin est demeuré plutôt terne pour le travail temporaire, l'ingénierie technique et le conseil pour les affaires et la gestion. Les agences de publicité résistent et l'ingénierie informatique comme les services de nettoyage enregistrent une embellie. Les prévisions ne sont toutefois pas défavorables pour la plupart de ces composantes, à l'exception de la publicité, qui parviennent à maintenir leurs tarifs et améliorer leurs trésoreries, mais qui doivent réduire leurs effectifs.

CONSOMMATION

Malgré une nette progression des immatriculations d'automobiles neuves, la **consommation régionale** des ménages en produits industriels s'est révélée assez décevante en juin. Dans le commerce de détail, les ventes de textiles-habillement et de chaussures se sont à peine améliorées, tandis que celles d'électronique grand public et de librairie-papeterie ont stagné et que les transactions se sont affaiblies dans les rayons des meubles et du bricolage. Par ailleurs, le chiffre d'affaires en volume dans la Vente à Distance – dont le marché est national – a de nouveau fortement fléchi avec -20,4% par rapport à juin 2008

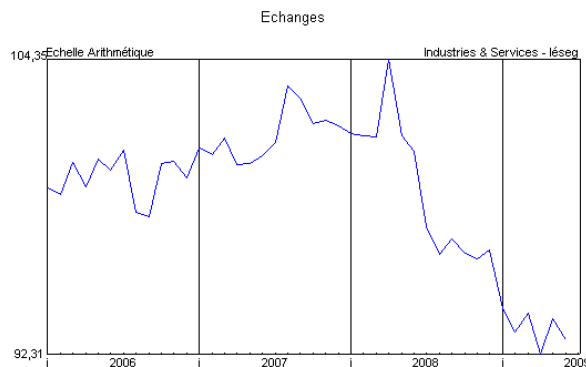
et -5,5% par rapport à mai dernier pour l'ensemble des produits et -23,5% et -3,1%, respectivement, pour le seul compartiment du textile-habillement.



Source : Industries & Services - léség

ÉCHANGES

Selon les estimations provisoires, les expéditions de marchandises au départ de **Dunkerque** ont accusé une nouvelle baisse en juin, plus marquée que celle de mai (-13% contre -7%), presque exclusivement attribuable aux vracs solides (-57%), les vracs liquides et les marchandises diverses restant stables, parmi lesquelles on note même un redressement significatif du trafic de conteneurs (+23%).



Source : Industries & Services - léség

Faute d'informations récentes relatives aux ventes de **gazole**, utilisées comme indicateur de l'évolution du trafic routier de marchandises les données utilisées ici se réfèrent aux réponses à l'enquête de conjoncture de la Banque de France portant sur le mois de juin. Selon celle-ci, l'activité poursuit une lente progression qui devrait encore se maintenir. Pour leur part, les immatriculations de **véhicules utilitaires et industriels** neufs ont prolongé leur très forte baisse par rapport à celles de 2008 (-17,5%).

Le **trafic aérien de passagers** par l'aéroport de Lille-Lesquin a confirmé son expansion rapide en juin avec une croissance totale de +16,7% (soit +16% hors transit, déroutements et "divers"). L'augmentation de la fréquentation des lignes régulières intérieures reste très vive (+26,5%), tandis que celle des vols "vacances" est toujours

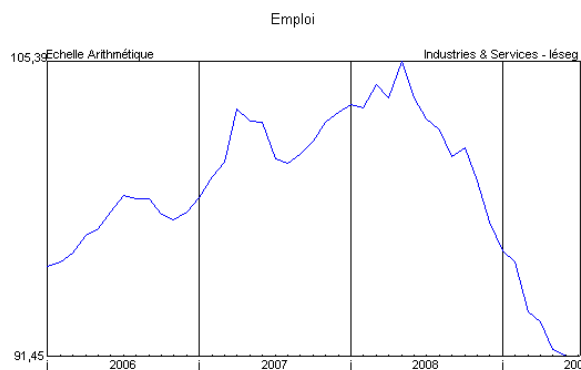
appréciable (+7,9%). La baisse du trafic régulier international s'est modérée (-12,4% au total) en raison de la reconstitution de lignes européennes tandis que les autres destinations accusent toujours un important recul (-25,2%).

EMPLOI

En mai, le nombre de **demandeurs d'emploi en fin de mois** (catégorie A : sans emploi avec actes positifs de recherche d'emploi) a encore augmenté de +1,5% dans la région, représentant une hausse de +24,5% par rapport à l'année dernière. Au niveau national, les variations ont été, respectivement, de +1,5% sur un mois et de +26,4% en glissement annuel. Pour l'ensemble des catégories A, B, C, les évolutions mensuelles ont été de +1,3% dans la région et de +1,5% dans le pays, soit, respectivement +16,2% et +18,4% à un an d'intervalle. Dans ces nouvelles définitions, les tendances les plus récentes se sont davantage accentuées : l'augmentation du chômage des hommes (+22,8% sur un an pour les catégories A, B, C) reste toujours très supérieure à celle du chômage des femmes (+9,4%), même si ces variations sont inférieures à la moyenne nationale (+26,7% pour les hommes et +11,2% pour les femmes). Les augmentations les plus importantes concernent toujours les jeunes de moins de 25 ans (+24,5% au total, soit +32,8% pour les hommes et +15,6% pour les femmes). Pour sa part, le chômage de longue durée (un an et plus) s'est accru de +12,2%, contre +10,5% en France.

L'accroissement du flux des entrées à la suite de **licenciements économiques** (y compris fins de conventions de conversion, de PAP anticipés et de CRP) s'est fortement accentué avec +53,7% sur un an (contre +51,7% en France), après +28,7% en avril. Sur un mois, après correction des variations saisonnières, les variations ont été, respectivement, de +10,7% et de -1,3%. Simultanément, le flux des

demandes d'emploi sorties des listes de Pôle Emploi (catégories A, B, C) accentue sa décline avec -9,6% sur un an, contre -5,2% en France métropolitaine. Cependant, sur un mois, et après correction des variations saisonnières et des jours ouvrables, les évolutions un peu moins défavorables, avec +1,3% dans la région contre +0,3% en France métropolitaine.



Source : Industries & Services - Iéseg

Enfin, la contraction du nombre d'**offres d'emploi** collectées par Pôle Emploi est demeurée très importante à un an d'intervalle, les variations restant toujours très comparables à celles enregistrées en France Métropolitaine, sauf pour les emplois occasionnels. L'évolution a atteint -24,6% par rapport à mai 2008 (contre -23,1% en Métropole), soit -30,8% et -27,2% pour les offres durables, -21,6% et -20,5% pour les offres temporaires et -12,4% et -17,3% pour les offres occasionnelles. A noter que Pôle Emploi a publié récemment des estimations régionales de l'**emploi salarié** dans le secteur privé à la fin du quatrième trimestre 2008. La région aurait perdu 13.200 salariés en un an, soit 19,8% des destructions nationales pour 5,9% des effectifs employés.

MÉTHODOLOGIE

Les Indicateurs de **Conjoncture Européenne et Régionale** sont établis mensuellement par Industries & Services-Iéseg, sous la direction de François Milléquant et de Hassan El Asraoui. Ils reposent sur les informations communiquées par l'INSEE, l'OCDE, Eurostat, l'Union des Industries et Métiers de la Métallurgie, le COE-Rexecode, la Confédération Nationale du Crédit Mutuel, ainsi que sur les données locales réunies ou établies par la Direction Régionale de l'INSEE, le Secrétariat Régional de la Banque de France, la Direction Régionale du Travail, des Relations Sociales et de la Solidarité, le Ministère de l'Écologie, de l'Énergie, du Développement Durable et de l'Aménagement du Territoire, le Comité Professionnel du Pétrole, l'Aéroport de Lesquin et le Port Autonome de Dunkerque.

La reproduction totale ou partielle de ce document est soumise à l'approbation préalable d'Industries & Services-Iéseg. Les textes n'engagent que leurs auteurs.

REDACTION : Industries & Services (Équipe de recherche en Économie Industrielle et Régionale de l'Iéseg).

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION : Jean-Philippe Ammeux, Directeur de l'Iéseg School of Management Lille-Paris, 3 rue de la Digue, 59000 LILLE ☎ 33.(0)3.20.54.58.92. 📠 33.(0)3.20.57.48.55. – www.ieseg.fr - Membre de la Conférence des Grandes Écoles, de l'Université Catholique de Lille et du LEM (Lille Économie & Management), UMR CNRS 8179.

Pour joindre les rédacteurs :

Dr François Milléquant : f.millequant@ieseg.fr ou francois.millequant@wanadoo.fr

Dr Hassan El Asraoui : h.elasraoui@ieseg.fr